

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



45532

Distr.  
GENERALE  
E/CN.14/46  
22 janvier 1960  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

TRAVAIL EFFECTUES PAR LA COMMISSION DEPUIS LA PREMIERE  
SESSION

Rapport du Secrétaire exécutif

A. Organisation initiale de la Commission

1) Recrutement du personnel

Le recrutement des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, qui a d'abord été lent, s'est quelque peu accéléré à la fin de l'année. A la fin de 1959, dix-sept fonctionnaires de cette catégorie étaient en fonction à Addis-Abeba; par ailleurs, des contrats temporaires, pour une période de stage, ont été accordés à certaines des trente-cinq personnes qui avaient été recrutées localement.

2) Structure administrative du Secrétariat

Le Secrétariat de la Commission est provisoirement constitué de la façon suivante :

- a) Cabinet du Secrétaire exécutif
- b) Division des recherches, comprenant une section de la recherche économique, une section de la recherche sociale et une section de statistique
- c) Division mixte CEA/FAO de l'agriculture
- d) Service du développement communautaire
- e) Division des services administratifs, des conférences et des services généraux, comprenant un Service du personnel, un Service financier, un Service linguistique, une Bibliothèque, une Section de l'enregistrement du courrier, un central sténo-dactylographique et une section de reproduction et de classement des documents.

Au cours de l'année écoulée, la constitution d'une bibliothèque et d'une collection de documents a été l'une des tâches essentielles du Secrétariat. Il faudra, néanmoins, au cours de l'année à venir, que l'on poursuive les efforts en vue de recueillir la documentation nécessaire auprès des membres et des membres associés. Dans le domaine d'activité de la Commission, la collection des documents émanant de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées est déjà bien fournie.

## B. Aperçu des travaux effectués

### 1) Division des recherches

#### Réunion d'experts pour l'étude des problèmes concernant les techniques de la programmation du développement dans les pays d'Afrique

Cette réunion, prévue au paragraphe 31 du rapport sur la première session, s'est tenue à Addis-Abéba du 30 novembre au 5 décembre. Des hauts fonctionnaires chargés de la programmation du développement dans les pays d'Afrique, des professeurs d'économie politique, des membres du personnel de la Commission et des représentants d'autres organes des Nations Unies ont pris part à la réunion. Ils ont examiné, sur le plan général, les problèmes liés aux techniques de la programmation du développement, échangé des données sur l'expérience acquise dans divers pays et territoires et étudié le projet de programme de travail de la Commission en ce qui concerne la programmation du développement. Le rapport relatif à cette réunion d'experts est soumis à la Commission sous la cote E/CN.14/42.

Le Secrétariat a préparé un document de caractère général intitulé "Problèmes relatifs aux techniques de programmation du développement dans les pays d'Afrique". On y trouvera un exposé général de la programmation du développement ainsi que des diverses méthodes et façons d'aborder ces problèmes. Ce document contient un chapitre consacré aux principes fondamentaux de la planification, un chapitre qui traite des techniques d'élaboration des programmes et un chapitre qui est le dernier concernant la mise en œuvre des programmes et les conditions à réunir sur le plan administratif et sur celui de l'organisation. Ce document a été distribué sous la cote E/CN.14/42/Add.1 en même temps que le rapport sur la réunion d'experts.

Lorsque les participants ont comparé leur expérience en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de développement, leur conclusion générale a été que les deux approches possibles de la programmation du développement, à savoir l'approche globale et l'approche projet par projet, devraient, en théorie, aboutir à des plans semblables. On a dit de la première, qui repose sur une projection des agrégats économiques, qu'elle doit aboutir à la mise au point de projets particuliers. La deuxième, en revanche, part des projets particuliers, qu'il importe de situer à leur place dans l'économie en général, de manière à éviter les goulots d'étranglement et les autres difficultés qui pourraient surgir.

Lorsqu'ils ont examiné la partie du projet de programme de travail relative aux politiques visant à développer la programmation, les participants à la réunion ont souligné que le Secrétariat devait pour bien comprendre comment la situation se présente en Afrique, l'étudier d'abord dans chaque pays, ce qui lui permettra ensuite d'examiner, d'un point de vue général, les problèmes particuliers.

Les participants ont estimé que deux types de services consultatifs pouvaient être institués sans plus attendre : des services de documentation et des services consultatifs pour cas particuliers. La documentation à distribuer consisterait en des études consacrées aux techniques de programmation du développement utilisées dans les pays d'Afrique et en un résumé des ouvrages et des plans relatifs aux services consultatifs pour cas particuliers. On a fait observer que la Commission, étant donné ses relations avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions internationales, était en mesure de donner des réponses aux questions précises que ses membres pourraient se poser à l'occasion de l'établissement de leurs programmes de développement. Il a été reconnu que l'organisation systématique de services consultatifs prendrait du temps mais que ces services seraient en définitive d'un grand intérêt.

Les experts ont formulé les propositions suivantes touchant les réunions futures :

- 1) Organisation d'une réunion dans deux ans environ pour examiner les résultats des activités du Secrétariat dans le domaine de la programmation du développement et pour formuler des avis sur l'orientation des travaux futurs;
- 2) Organisation de réunions pour permettre aux pays d'une même sous-région de mettre en commun leur expérience des méthodes de programmation du développement et de s'assurer que leurs plans sont compatibles les uns avec les autres.

- 3) Organisation de réunions pour examiner les problèmes que posent certains produits ou des problèmes particuliers de programmation.

Pour ce qui est de la formation, les participants ont exprimé l'avis qu'il conviendrait d'organiser en Afrique, de préférence en consultation avec les universités et les instituts de recherche existants, des moyens de la formation à un niveau moyen, dans les techniques de la programmation du développement. On a proposé d'organiser dans les diverses sous-régions d'Afrique des cycles d'études de courte durée pour l'examen de questions précises.

On a recommandé de créer un centre de formation pour l'examen critique du point de vue économique, des projets particuliers, sur le modèle du centre organisé conjointement par l'ONU, la FAO et la Banque internationale. Les travaux de ce Centre devraient être axés sur l'étude et l'analyse de quelques projets de développement bien déterminés et de préférence à objectifs multiples. On a déclaré qu'il importait d'initier ceux qui étudient les sciences économiques en Afrique aux problèmes pratiques que pose l'application des méthodes de programmation de développement, afin de réaliser par là une union plus étroite de la théorie et de la pratique dans la formation des jeunes économistes africains.

Documents soumis à la Commission pour sa deuxième session  
Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950

Conformément à la demande formulée par la Commission à sa deuxième session <sup>1)</sup>, le Département des Affaires économiques et sociales a rédigé une Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950, qui est soumise à la deuxième session de la Commission sous la cote E/CN.14/28. Dans cette Etude, on a cherché à exposer dans le détail les traits importants de l'économie africaine au cours des dix dernières années.

On y a examiné le passage de l'économie traditionnelle, qui est surtout une économie de subsistance, à une économie monétaire. Ce passage a été rapide au cours des dernières années et il y a lieu de penser qu'il s'accélérera dans le proche avenir sous l'effet de forces extérieures et des forces de croissance qui se sont accumulées et qui se trouvent libérées dans les pays d'Afrique.

Dans ces pays, la formation de capital pose un grand problème qui peut, dans certains cas, devenir un problème critique. L'Etude souligne que, dans la plupart des pays d'Afrique, qui ne peuvent compter que sur une gamme très étroite de produits d'exportation, la mise en oeuvre de programmes de développement peut à tout moment se trouver compromise. De là

<sup>1)</sup> Voir paragraphe 62 c) du rapport de la Commission sur sa première session (E/3201-E/CN.14/18).

vient qu'il est de la plus haute importance de faire appel à des investissements d'origine extérieure. Il ressort de l'Etude que l'industrialisation a sensiblement progressé ces dernières années dans de nombreux pays d'Afrique mais qu'à de très rares exceptions près, les industries de transformation occupent une faible place dans l'ensemble de l'activité économique. La croissance dans l'industrie a été caractérisée jusqu'ici surtout par des modifications dans la composition des importations et par un traitement plus poussé des produits primaires avant leur exportation. De nouveaux progrès sont encore réalisables dans cette direction. Cette possibilité de progrès ultérieurs est d'une grande importance étant donné que la croissance économique est un processus du type boule de neige.

#### Incidences de la Communauté économique européenne sur le commerce africain

A sa première session, la Commission a chargé le Secrétaire exécutif d'étudier les incidences de la constitution de la Communauté économique européenne (CEE) sur le commerce des Etats africains<sup>1)</sup>. Préparée par le Département des Affaires économiques et sociales, cette étude (E/CN.14/29) souligne qu'étant donné le temps relativement court qui s'est écoulé depuis la création de la Communauté et le fait que celle-ci n'a franchi qu'en janvier 1959 la première étape vers l'abolition des tarifs et des restrictions commerciales, échelonnée sur 12 à 15 ans, il est trop tôt pour apprécier pleinement les incidences de la Communauté sur le commerce des pays africains. C'est pourquoi elle se présente comme une analyse préliminaire de certains des effets possibles du Marché commun sur quelques produits exportés par l'Afrique accompagnée d'un examen rapide des éléments à prendre en considération pour estimer les répercussions de la CEE. L'avis y est émis

---

1) Paragraphe 60 du rapport sur la première session (E/3201).

que les arrangements préférentiels du Marché commun semblent devoir, lorsqu'ils entreront en vigueur, stimuler la production dans les territoires extra-européens associés mais que les territoires non associés exporteront moins de produits de base vers les pays de la Communauté qu'ils ne l'auraient fait autrement. L'Etude analyse également la répartition des importations de certains produits d'Afrique dans la zone de la CEE.

Assistance économique internationale à l'Afrique: Analyse des programmes actuels

Le Département des Affaires économiques et sociales a, conformément au paragraphe 55 du Rapport sur la première session, préparé un document sur l'assistance économique à l'Afrique dans le cadre de programmes bilatéraux et multilatéraux (E/CN.14/23). Ce document traite de l'assistance sur fonds publics par dons, crédits à long terme ou autres formes d'investissements à long terme, en espèces et en nature, à l'exclusion toutefois de l'aide à caractère militaire. Il étudie successivement: A) les contributions bilatérales, en résumant dans cette partie l'assistance fournie par divers pays et B) l'assistance multilatérale par l'assistance technique intergouvernementale, internationale ou régionale, et celles d'institutions et de programmes sous forme de secours et de crédits. Dans leur tableau récapitulatif, l'assistance économique internationale à l'Afrique pour la période 1954-1956 est présentée par pays ou territoires bénéficiaires et par institutions ou pays donateurs.

Enquête sur les ressources naturelles - examen géologique et minéralogique de l'Afrique

Conformément au rapport sur la Première session <sup>1)</sup>, l'UNESCO a entrepris, à la requête du Secrétaire exécutif, l'établissement d'une bibliographie des enquêtes sur les ressources naturelles. Un chapitre de cette enquête, consacré à la géologie, a pu être achevé et est présenté à la deuxième session de la Commission sous la cote E/CN.14/30.

---

1) Paragraphe 59 du rapport sur la première session (E/3201).

Il contient des sections résumant l'état actuel des connaissances géologiques, des recherches minéralogiques et des travaux de mise en valeur, et notamment une description des levés géologiques et des prospections en cours dans la région ainsi qu'une énumération des gisements minéraux découverts depuis la guerre, de ceux dont l'étude est en cours, dont l'exploitation se prépare ou qui sont entrés en exploitation depuis la guerre et de ceux dont la mise en exploitation n'est pas commencée. Une section de ce chapitre traite des procédés de la recherche des gisements minéraux et notamment des méthodes de prospection. Il est souligné que, dans presque tous les pays d'Afrique, et à des degrés divers une longue gamme d'études fondamentales pourraient être entreprises ou étendues: travaux photographiques, topographiques, géologiques, géomorphologiques, minéralogiques, et divers types de levés géophysiques. On trouve également dans ce document des recommandations détaillées en ce qui concerne la conduite des levés géologiques, la législation minière et l'organisation des services gouvernementaux.

Pour ce qui est de la possibilité de nouvelles découvertes minérales, le document souligne que les richesses minérales africaines sont très inégalement réparties, que de vastes superficies semblent devoir rester pauvres même si les recherches sont bien conduites et que la possibilité de découvrir de nouveaux grands gisements comparables à ceux du Transvaal ou aux gisements de minerai de cuivre de l'Afrique centrale est mince. On pourra toutefois repérer des gisements moyens ou petits qui fourniront un certain apport au développement économique des territoires africains. Le rythme des découvertes amenées par les recherches actuellement en cours est qualifié d'encourageant; beaucoup de gisements connus et importants sont encore sous-exploités. Une bibliographie des études géologiques relatives à l'Afrique a été établie.

Moyens disponibles pour la formation d'Africains dans les domaines économique et statistique ainsi que dans des domaines connexes.

A sa première session <sup>1)</sup>, la Commission a prié le Secrétaire exécutif de demander à l'UNESCO une enquête sur les moyens disponibles pour la formation d'Africains dans les domaines économique et statistique ainsi que dans des domaines connexes. Un rapport a été présenté à la Commission sous la cote E/CN.14/35.

Ce rapport traite essentiellement de deux types de formation professionnelle, la formation de base des économistes et statisticiens dans les universités et en cours d'emploi et la formation professionnelle des étudiants ou fonctionnaires ayant déjà acquis une formation de base.

En ce qui concerne la formation de base, le rapport recommande de développer les institutions universitaires existantes - plutôt que d'établir à l'échelon régional de nouvelles institutions permanentes de formation professionnelle - en tenant compte non seulement des priorités relatives des différents besoins mais aussi des possibilités de recrutement du personnel.

Le rapport souligne en outre que les facilités qui existent dans la plupart des pays ou territoires africains en matière de formation en cours d'emploi et de formation professionnelle en général pour les étudiants ou fonctionnaires ayant déjà une formation de base sont très limitée. Il exprime l'espoir qu'une étude complémentaire sera faite dans ce domaine et suggère que la CEA assiste les pays africains par des moyens appropriés tels que bourses de perfectionnement, cours de formation professionnelle de divers types, cycles d'études spéciaux, etc.

Autres activités

Conformément aux indications contenues dans le rapport de la Commission sur sa première session <sup>2)</sup>, on a inclus dans le programme

1) Paragraphe 51 du rapport sur la première session (E/3201-E/CN.14/18)

2) Voir E/3201 - E/CN.14/18, paragraphes 42 et 62 (f).



de travail pour 1960-1961 une étude de la structure et des perspectives des échanges commerciaux des pays et territoires d'Afrique occidentale entre eux, avec les pays voisins et avec le reste du monde. Les travaux relatifs à cette étude ont commencé en 1959 et seront poursuivis pendant les années qui viennent.

Comme suite à la recommandation de la Commission de la population, le Département des Affaires économiques et sociales entreprend actuellement, en collaboration avec les commissions économiques régionales, une série de monographies sur les dispositions qui ont été prises, sont envisagées ou seraient nécessaires dans les différents pays pour évaluer et utiliser les résultats des recensements qui seront effectués dans le courant ou aux alentours de 1960; on s'attache particulièrement, dans ces monographies, aux besoins de la planification sociale et économique. Le Secrétariat de la Commission prépare actuellement l'une de ces études, qui porte sur la RAU (région égyptienne).

A part quelques enquêtes préliminaires dans des pays d'Afrique occidentale, rien n'a été fait en ce qui concerne l'étude que la Commission, au paragraphe 42 de son premier rapport annuel, avait recommandé d'entreprendre. En effet, quelques-uns des gouvernements intéressés n'ont pas encore notifié leur agrément au Secrétaire exécutif.

#### Première Conférence des statisticiens africains

Les travaux d'ordre statistique effectués en 1959 découlaient de la recommandation, que la Commission a faite à sa première session, d'entreprendre un programme statistique à long terme. Ainsi que la Commission l'a demandé <sup>1)</sup>, la première tâche

---

1) Pour la liste détaillée de ces rapports, voir E/CN.14/25, annexe 4.

a consisté à convoquer une Conférence de statisticiens chargée d'établir un ordre de priorité et d'arrêter les phases successives d'un programme d'enquête statistique sur l'Afrique. Les travaux préparatoires ont été effectués par les deux statisticiens engagés au Secrétariat au début de 1959; ceux-ci se sont rendus dans 13 pays membres et membres associés <sup>1)</sup>. A la suite de ces travaux, une documentation détaillée a été distribuée dans les deux langues de travail <sup>2)</sup>, dont 8 rapports de fond établis par le Secrétariat et quelque 32 rapports, établis par les pays intéressés et par les organisations internationales et portant sur les besoins et les lacunes qui se font sentir dans le domaine statistique.

La Conférence a eu lieu du 29 septembre au 8 octobre. Y ont assisté 75 participants et observateurs, dont les représentants de 18 pays membres et membres associés, de 8 organisations intergouvernementales. Les résultats des travaux de cette Conférence peuvent se résumer comme suit <sup>2)</sup>:

- a) L'ordre de priorité, l'objet et les phases successives de l'Enquête statistique ont été étudiés. Il a été décidé que chaque pays ou territoire préparera dans les six ou neuf mois qui suivront la Conférence un programme de développement statistique permettant de faire face aux besoins de la planification économique et sociale. Une deuxième Conférence de statisticiens devra étudier plus en détail les objectifs de l'Enquête, rechercher où le besoin d'assistance se fait sentir et formuler des propositions en vue de l'établissement d'un programme commun de coopération.

---

1) Les statisticiens ont rendu visite aux instituts officiels de statistiques des pays suivants : Afrique orientale (Kenya, Ouganda, Tanganyika), Congo belge, Ghana, Fédération de Rhodesie, France, Libye, Maroc, Mozambique, République Arabe Unie, Soudan, Tunisie.

2) Voir E/3201 - E/CN.14/18, paragraphe 58.

3) Voir E/CN.14/25.

- b) Les besoins de formation dans le domaine statistique ont également été passés en revue et un certain nombre de recommandations précises ont été formulées en vue d'améliorer la situation actuelle. La Conférence a recommandé que l'on prévoie en particulier la mise en place de moyens de formation, notamment de centres de démonstration, permettant la formation en cours d'emploi du personnel subalterne et moyen, et que l'on prenne des dispositions en vue d'élargir dans des domaines déterminés l'expérience pratique du personnel supérieur. Il a été reconnu qu'il pourrait être utile d'installer au Siège de la Commission, à des fins de formation et de démonstration, un petit atelier de mécanographie. Il a été décidé qu'un programme régional complet de formation devrait être étudié à la lumière du rapport de l'UNESCO sur les moyens de formation <sup>1)</sup> et compte tenu des besoins précis de l'Enquête statistique.
- c) Enfin, il a été décidé que les réunions futures de statisticiens devraient jouer un rôle important dans l'échange de renseignements et le développement des techniques.

Des mesures ont été prises en vue de la mise en oeuvre des recommandations ci-dessus. En particulier, des contacts ont été établis avec les divers pays afin de les aider à préparer leurs programmes à long terme; des travaux préparatoires ont été effectués en vue de la réunion d'un groupe d'experts chargés d'étudier le traitement du secteur "non monétaire" dans les comptabilités nationales, et un projet de rapport sur les travaux et publications relatifs aux comptabilités nationales en Afrique a été distribué.

#### Autres activités

En dehors des travaux relatifs à la première Conférence des statisticiens africains, le Secrétariat a collaboré avec les institutions internationales qui participent à l'établissement de statistiques dans la région. Le Chef du Service de statistique a

---

1) Document E/CN.14/35 - E/CN.14/Stat/16 Add.1.

participé à trois réunions, dont deux avaient été organisées par la FAO avec la collaboration de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (Cycle d'études sur l'adaptation à l'Afrique du recensement mondial de l'agriculture de 1960, Accra, mars 1959; Cycle d'études sur les problèmes de nutrition en Afrique au sud du Sahara, Bukavu, mai 1959) et une par l'UNESCO (Cycle d'études régional pour l'Afrique sur la normalisation internationale des statistiques de l'enseignement, Khartoum, novembre 1959). La CEA a établi des documents pour la deuxième et la troisième de ces réunions.

La CEA a aidé divers Etats à établir leurs programmes d'assistance technique pour 1960. Pour le Ghana, le Soudan et la Tunisie, l'aide fournie a pris notamment la forme de consultations sur l'organisation des centres de formation qui doivent être créés en 1960 pour l'étude des méthodes d'enquête sur le terrain et des statistiques générales.

#### Division mixte CEA/FAO de l'agriculture

La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture a été constituée conformément à un memorandum d'accord<sup>1)</sup> signé par le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur général de la FAO en avril 1959. Cet accord était prévu au paragraphe 63 du rapport sur la première session de la Commission économique pour l'Afrique, aux termes duquel un programme commun concernant le secteur agricole devait être établi avec la FAO.

Le Chef de la Division est entré en fonctions en juin 1959. En plus des travaux de fond qui sont exposés dans les paragraphes ci-après, il s'est occupé du recrutement du personnel, de la constitution d'une bibliothèque et de l'élaboration d'un programme de travail en commun<sup>2)</sup>.

Les travaux de fond de la Commission dans le domaine de l'agriculture comprennent cinq études rédigées par la FAO ou à l'aide d'une documentation fournie par elle. Ces études traitent respectivement des maladies infectieuses des bovins, de la commercialisation de la viande, de la lutte contre les acridiens, des réserves d'alfa et des pêcheries maritimes. Le texte et les conclusions de ces cinq documents sont brièvement résumés dans les paragraphes suivants:

---

1) Pour plus de détails, voir section C.

2) Ce programme de travail figure dans le document E/CN.14/36, qui est présenté à la deuxième session de la Commission.

Les maladies infectieuses du bétail, en particulier la peste bovine (Document E/CN.14/31). Cette note traite spécialement de la peste bovine dans la région du Nord-Est de l'Afrique et étudie rapidement l'élevage, en grande partie nomade, du bétail dans cette région. Diverses maladies, dont la peste bovine, sont endémiques et la faune naturelle constitue un foyer de contagion. Les hauts plateaux de l'Ethiopie, où vit un fort troupeau de bovins, posent des problèmes particuliers touchant la lutte contre les maladies et les possibilités d'exploitation commerciale. Les mesures appliquées et proposées comprennent :

- a) La généralisation de la vaccination du bétail contre la peste bovine et d'autres maladies.
- b) La création de stations de quarantaine et d'abattoirs dûment contrôlés.
- c) L'organisation de services vétérinaires, la formation de fonctionnaires et de vétérinaires locaux et la création de laboratoires efficaces.
- d) L'assistance technique d'organisations internationales.

La commercialisation du bétail et de la viande dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Est et du Nord (Document E/CN.14/31/Add.1). Tout en appliquant des mesures de lutte contre la peste bovine et les autres maladies du bétail, la FAO procède à une étude des possibilités de commercialisation de la viande et du bétail offerts par les producteurs des pays de l'Afrique du Nord-Est. L'Ethiopie, la Libye, la Somalie et le Soudan produisent normalement plus de bétail qu'ils n'en consomment alors que la province égyptienne de la République arabe unie, le Liban, la Jordanie, l'Arabie saoudite, les Etats du Golfe persique, Aden, la Grèce, Chypre et le Pakistan ont besoin de fournitures de l'extérieur. Le développement du commerce a été gêné par divers obstacles: impossibilité de se mettre d'accord sur les prix et les autres conditions de vente, crainte des maladies transmissibles du bétail, insuffisance des installations d'abattage et des transports, manque de capitaux et de personnel, hésitation des consommateurs qui n'ont pas confiance dans les précautions sanitaires prises. Des mesures sont proposées, qui permettront de surmonter ces obstacles d'ordre commercial, sanitaire et technique, et d'améliorer la qualité de la viande et des produits animaux.

La lutte contre les acridiens (Document E/CN.14/32). Ce document a été élaboré conformément à une décision prise à la première session<sup>1)</sup> qui demandait

1) Document E/CN.14/48, paragraphe 45.

au Secrétaire exécutif de consulter les organisations nationales et internationales qui s'occupent de la lutte anticridienne, sur les mesures à prendre pour augmenter l'efficacité de cette lutte en Afrique. Les mesures internationales prises pour la lutte contre le criquet nomade et le criquet migrateur africain ont été couronnées de succès et l'effort principal sur le plan international est dirigé contre le criquet pèlerin. La stratégie à utiliser dans la lutte contre les calamités sur les plans international, régional et national est exposée à grands traits; elle comprend l'emploi d'un fonds international et de forces mobiles de choc agissant de l'Inde à l'Afrique occidentale et disposant d'avions, de véhicules et d'insecticides modernes contre le criquet à ses différents stades de développement. L'étude indique également qu'une demande a été adressée au Fonds spécial des Nations Unies pour qu'il donne son appui à un projet international d'études, de recherches et de formation. La mise en œuvre du projet nécessitera des contributions des gouvernements s'élevant à près de 1,8 million de dollars sur un coût total qui, d'après les évaluations, doit atteindre 8,7 millions de dollars. Cette demande a été accueillie favorablement et des mesures sont prises pour la mise en œuvre du projet.

Le développement des réserves d'alfa (Document L/JH.14/88). Ce document a été élaboré conformément à une décision adoptée à la première session<sup>1)</sup> qui demandait au Secrétaire exécutif d'examiner les moyens d'aider les gouvernements d'Afrique du Nord à développer leurs réserves d'alfa. Les enquêtes auprès de certains des pays intéressés ont montré que les moles alfatières d'Algérie, de Libye, du Maroc et de Tunisie donnaient un rendement assez faible et que l'alfa était plus cher que d'autres matières premières employées pour la fabrication du papier. Il n'existe qu'une demande limitée de pâte d'alfa destinée à des usages spéciaux principalement dans le Royaume-Uni. Il a été recommandé de nommer des experts chargés d'étudier les perspectives de commercialisation et d'indiquer s'il y avait lieu de faire de nouveaux investissements dans l'industrie en vue de diminuer le coût et d'augmenter le rendement de la récolte d'alfa et de développer les installations locales de transformation. On recherche un consultant qui possède la compétence nécessaire dans ce domaine.

---

1) Document L/JH.14/18, par. 44.

Développement des pêcheries maritimes (document E/CN.14/54)

Ce document a été rédigé pour répondre à la demande formulée à la première session de la Commission,<sup>1)</sup> aux termes de laquelle le Secrétaire exécutif devait examiner les moyens d'aider les gouvernements d'Afrique du Nord à développer leurs pêcheries maritimes. Bien que le pourcentage de protéines animales du régime alimentaire moyen soit peu élevé, la consommation de poisson est faible. Les ressources de la Méditerranée sont limitées. Il existe toutefois des possibilités de développement. Les mesures recommandées comprennent :

- a) L'étude des ressources de la Méditerranée et de la Mer Rouge;
- b) La réorganisation des services locaux et centraux de la pêche;
- c) L'amélioration de la situation économique des industries de la pêche et de la situation sociale des pêcheurs;
- d) La réglementation et l'amélioration des méthodes et techniques de pêche.

Autres activités

Dans le cadre de l'évaluation des travaux à accomplir dans la prochaine période quinquennale, le Chef de la Division commune a participé à une étude des plans futurs d'assistance technique en Ethiopie, effectuée par un groupe restreint venu du Siège de la FAO. Il a étudié avec la FAO les détails d'une enquête régionale sur la viande et le bétail à faire en Afrique en 1960. Des échanges de vues avec les pouvoirs publics de Somalie ont été consacrés à l'aménagement éventuel de l'agriculture dans les bassins de la Giuba et de la Soebeli; une étude des recherches déjà faites dans cette région est en cours.

Secteur du développement communautaire

Cycle d'études sur le développement communautaire

A la première session, la Commission avait chargé le Secrétaire exécutif de convoquer une conférence restreinte ou un cycle d'études sur l'établissement des programmes nationaux de développement communautaire. Cette réunion a eu lieu à Addis-Abéba du 14 au 25 septembre 1959. Y ont assisté 63 participants et observateurs, dont les représentants de 12 membres de la Commission et de 3 membres associés, des représentants de l'Organisation des Nations Unies, d'institutions spécialisées et d'autres organisations

1) Paragraphe 44 du document E/CN.14/18 et premier rapport de la Commission E/3201-  
E/CN.14/18.

internationales.

Un certain nombre de pays membres et membres associés, des institutions spécialisées, ainsi que le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, et le Secrétariat de la CEA avaient soumis pour examen des documents généraux et de séance. Les Nations Unies avaient fourni, pour distribution aux participants, des textes imprimés constituant une vaste documentation de base sur le développement communautaire; divers pays avaient prêté des films.

Le cycle d'études a adopté diverses suggestions, à l'intention des gouvernements, sur la préparation et l'organisation des programmes nationaux de développement communautaire, leur exécution et leur coordination, le recrutement et la formation du personnel et des animateurs bénévoles ainsi que l'exécution de projets pilotes. Particulièrement utiles pour la Commission ont été les recommandations concernant la coopération régionale. Les participants ont mis l'accent sur trois domaines principaux dans lesquels le Secrétariat pourra apporter un concours sous forme de services consultatifs et techniques, savoir: la formation, les travaux et études et son rôle en tant que bureau central d'échanges.

Le cycle d'études a fourni aux spécialistes du développement communautaire dans les différentes parties d'Afrique une occasion, non seulement de comparer leur expérience, mais aussi d'établir d'utiles contacts en vue d'une coopération ultérieure.

Le rapport du cycle d'études est présenté à la deuxième session (E/CN.14/24); il a été également distribué aux Départements ministériels, experts, organisations et institutions qui s'occupent du développement communautaire.

#### Autres activités

La section du développement communautaire s'est occupée aussi de la suite à donner aux travaux du cycle d'études et de fournir une documentation provenant tant de l'Afrique que d'autres parties du monde dans le cadre de son rôle de bureau central d'échanges pour le développement communautaire. Toutes dispositions ont été prises en vue de publier au début de 1960 un court document sur les institutions et les personnes qui s'occupent du développement communautaire en Afrique.



GENERALITES

Collaboration internationale dans le cadre de la Commission économique pour l'Afrique

Dans sa résolution 2 (I)C, la Commission a exprimé l'espoir que les membres et membres associés se fourniraient mutuellement des moyens d'assistance technique et étudieraient la possibilité d'accroître l'assistance technique et économique; elle a chargé également le Secrétaire exécutif de lui faire rapport sur ces questions à la prochaine session. Le Secrétaire exécutif a fait des démarches auprès des membres et des membres associés mais n'a pas encore reçu assez de réponses pour en dégager des enseignements d'ensemble. Deux pays, le Ghana et le Nigeria, ont fait savoir qu'ils fournissaient une assistance par l'intermédiaire de la Fondation pour l'assistance mutuelle en Afrique au sud du Sahara (FAMA), organe associé de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (COSTA). Un pays (Tanganyika) a offert de faire bénéficier les autres pays de son expérience dans le domaine du développement communautaire et a demandé une aide en vue de l'établissement d'industries artisanales. Deux pays ont offert des bourses d'étude et de perfectionnement (Portugal et Ghana). L'assistance offerte a consisté, la plupart du temps, à placer des fonctionnaires du pays requérant dans un bureau ou un service du pays donateur. Le Secrétaire exécutif a fait connaître les offres du Portugal et du Ghana aux membres et aux membres associés de la Commission et informera dans le plus bref délai les membres des autres offres qui pourraient lui parvenir.

Récapitulation des moyens de coordonner les programmes internationaux et intergouvernementaux

Au paragraphe 41 du rapport sur la première session, le Secrétaire général a été chargé de préparer, en collaboration avec les institutions compétentes, une récapitulation des moyens de coordonner les programmes internationaux et intergouvernementaux. Le Secrétaire exécutif n'a pas été en mesure de préparer cette récapitulation, mais il a établi des contacts avec les institutions compétentes intéressées et il espère pouvoir élaborer le résumé demandé pour la troisième session de la Commission.

C. Relations avec les institutions spécialisées et les autres organisations internationales

Institutions spécialisées

Organisation internationale du travail (OIT)

Le Secrétaire exécutif a visité le Siège de l'OIT peu après la création de la Commission et a examiné avec les services compétents la question des relations à établir entre les activités de l'OIT et celles de la Commission. L'OIT a été représentée au Cycle d'études sur le développement communautaire ainsi qu'à la Conférence des statisticiens africains et elle a soumis des documents à l'une et l'autre de ces réunions. L'OIT doit être étroitement associée à l'enquête statistique, et en particulier à la préparation de programmes de statistique dans chacun des pays intéressés. Il est possible d'autre part que l'OIT détache à Addis-Abéba un spécialiste des coopératives et des industries rurales, qui sera chargé de collaborer étroitement avec le personnel de la CEA dans le domaine du développement communautaire.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

La coopération avec la FAO a été établie principalement par l'intermédiaire de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. La création d'une Division mixte a été décidée au cours de discussions que le Secrétaire exécutif a eues avec des hauts fonctionnaires de la FAO en avril 1959, discussions à la suite desquelles un mémorandum d'accord a été établi. La Division qui a été créée en commun avec le Directeur général de la FAO fonctionne à peu près de la même manière que celle qui a donné de si bons résultats à la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO). Le Directeur de la Division mixte est en même temps économiste régional de la FAO pour l'Afrique. Un programme commun de travail a été élaboré, puis approuvé par la CEA et la FAO et soumis à la deuxième session de la Commission. Les accords intervenus entre la CEA et la FAO envisagent une coopération plus poussée dans les domaines des statistiques agricoles, du développement communautaire et des autres questions d'intérêt commun. Au cours de sa dixième session (en novembre 1959) la Conférence de la FAO a voté les crédits qui permettront de nommer un statisticien régional de la FAO pour l'Afrique, lequel travaillera au Secrétariat de la CEA. On pense que la FAO chargera un expert des questions de vulgarisation agricole de travailler en liaison étroite avec le service du développement communautaire de la Commission.

La FAO a participé aux trois réunions tenues par la Commission, savoir le Cycle d'études sur le développement communautaire, la première Conférence des statisticiens africains et la Réunion d'experts des techniques de programmation en Afrique. La FAO a soumis des documents en vue des deux premières de ces réunions.

Un statisticien de la CEA a assisté à deux réunions tenues par la FAO en collaboration avec la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara, réunion au cours desquelles il a été question respectivement de l'adaptation à l'Afrique du recensement agricole mondial de 1960 (cette réunion a eu lieu à Accra en mars 1959) et de la tenue du cycle d'études sur les problèmes de nutrition (cette réunion a eu lieu à Eukavu en mai 1959). La CEA a soumis un document à la réunion de Eukavu.

La CEA a été représentée à la dixième Conférence de la FAO, tenue à Rome en novembre 1959. La FAO a été représentée aux sessions de la Commission. Conformément au paragraphe 46 du rapport sur la dixième session de la Commission, la FAO a établi à la demande du Secrétaire exécutif des documents sur les mesures nécessaires pour lutter contre les maladies infectieuses du bétail (E/CN.14/31) et sur la commercialisation du bétail et de la viande dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Est et du Nord (E/CN.14/31/Add.1).

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
(UNESCO)

Conformément au paragraphe 51 du rapport sur la première session, l'UNESCO a établi, à la demande du Secrétaire exécutif, un document sur la formation d'Africains dans les sciences économique et statistique et dans les domaines connexes (E/CN.14/35). D'autre part, conformément au paragraphe 59 du rapport sur la première session de la Commission, l'UNESCO a entrepris d'établir une bibliographie des enquêtes déjà effectuées en Afrique sur les ressources naturelles. Le premier document sur les études géologiques et minéralogiques effectuées en Afrique a été soumis à la deuxième session de la Commission (E/CN.14/30).

L'UNESCO a participé au cycle d'études sur le développement communautaire et a soumis à la CEA un document à cette occasion. On pense qu'un spécialiste des aspects du développement communautaire qui touchent à l'enseignement sera détaché par l'UNESCO auprès du Service du développement communautaire de la Commission.

L'UNESCO a participé à la Première Conférence des statisticiens africains. La CEA a été représentée à un Cycle d'études tenu par l'UNESCO à Khartoum, du 21 novembre au 3 décembre 1959 et consacré à la normalisation internationale des statistiques de l'enseignement. Le Secrétariat de la CEA a préparé un document indiquant les objectifs de l'enquête statistique sur l'Afrique et ses rapports avec les statistiques de l'enseignement.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

La CEA a participé à la Conférence sur l'éradication du paludisme tenue à Addis-Abeba en novembre 1959. Le Secrétaire exécutif a prononcé une allocution à la séance d'ouverture de la Conférence.

L'OMS était représentée au Cycle d'étude sur le développement communautaire auquel elle a présenté un document. L'OMS se propose d'affecter à Addis-Abeba un spécialiste de la santé publique en vue de coopérer avec le Service du développement communautaire de la Commission.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

La Banque a présenté une Note d'information sur ses activités dans le domaine de l'assistance technique en Afrique (E/CN.14/26). Elle a pris part à la Conférence des statisticiens africains. Un observateur de la Banque a participé à la réunion des experts sur les techniques de programmation du développement.

Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI a établi une Note d'information sur ses activités dans le cadre de l'assistance technique en Afrique (E/CN.14/40). Le FMI a pris part à la Conférence des statisticiens africains.

Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI)

L'OACI a pris part à la Conférence des statisticiens africains.

Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce (CICIC/GATT)

Des consultations ont eu lieu entre le Secrétariat du CICIC/GATT et la Commission, à l'occasion de la rédaction du document sur les "Incidences de la Communauté économique européenne sur le commerce africain" (E/CN.14/29), établi conformément au paragraphe 60 du rapport sur la première session.

Agence internationale de l'énergie atomique

Le Secrétariat de la Commission a poursuivi ses relations avec l'AIEA par l'intermédiaire du représentant permanent du Secrétaire général auprès de cette Agence.

Organisations intergouvernementales

Conformément à la Résolution I (1) adoptée par la Commission à sa première session, le Secrétaire exécutif a pris les dispositions utiles en vue d'une liaison avec la Conférence des Etats africains indépendants, à Accra, le Comité économique de la Ligue arabe et la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara.

Depuis la première session, aucune des autres organisations intergouvernementales fonctionnant en Afrique n'a présenté de demande tendant à établir des relations analogues avec la CEA.

La Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara et le Comité économique de la Ligue des pays arabes étaient représentés à la Conférence des statisticiens africains et au Cycle d'étude sur le développement communautaire et ont présenté des documents à ces réunions.

Organisations non gouvernementales

Des relations avec les organisations non gouvernementales sont en cours d'établissement. La Commission était représentée à la deuxième Conférence régionale africaine des syndicats, tenue par la Confédération internationale des syndicats libres à Lagos, du 9 au 13 novembre 1959.

